



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
14 ΜΑΡΤΙΟΥ 1984

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
29

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

*Άρθρο Πρώτο.

ΝΟΜΟΙ

1423. Επικύρωση της 122 Διεθνούς Συμβάσεως Εργασίας «για την πολιτική της απασχόλησης». 1
1424. Για την επικύρωση της 111 Διεθνούς Συμβάσεως Εργασίας «για τη διάκριση στην απασχόληση και στο επάγγελμα». 2

ΠΡΑΞΕΙΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

35. Τροποποίηση της 23/11.3.1983 Πράξης του Υπουργικού Συμβουλίου «Συντονισμός, προγραμματισμός και έλεγχος των προσλήψεων στο Δημόσιο Τμήμα». 3

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1423

Επικύρωση της 122 Διεθνούς Συμβάσεως Εργασίας «για την πολιτική της απασχόλησης».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που προβλέπει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος ή 122 Διεθνής Σύμβαση Έργασίας «για την πολιτική της απασχόλησης» που ψηφίστηκε από την 48η Σύνοδο της Διεθνούς Οργάνωσης Έργασίας, της οποίας το κείμενο στο γαλλικό πρωτότυπο και στην ελληνική του μετάφραση είναι το ακόλουθο :

CONVENTION 122.

Convention concernant la politique de l'emploi.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 17 juin 1964, en sa quarante - huitième session;

Considérant que la Déclaration de Philadelphie reconnaît l'obligation solennelle pour l'Organisation internationale du Travail de seconder la mise en oeuvre parmi les différentes nations du monde, de programmes propres à réaliser la plénitude de l'emploi et l'élévation des niveaux de vie, et que le Préambule de la Constitution, de l'Organisation prévoit la lutte contre le chômage et la garantie d'un salaire assurant des conditions d'existence convenables;

Considérant en outre qu'aux termes de la Déclaration de Philadelphie, il incombe à l'Organisation internationale du Travail d'examiner et de considérer les répercussions des politiques économiques et financières

sur la politique de l'emploi, à la lumière de l'objectif fondamental selon lequel «tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales»;

Considérant que la Déclaration universelle des droits de l'homme prévoit que «toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage»;

Notant les termes des conventions et recommandations internationales du travail existantes qui sont directement en rapport avec la politique de l'emploi, et en particulier la convention et la recommandation sur le service de l'emploi, 1948, la recommandation sur l'orientation professionnelle, 1949, la recommandation sur la formation professionnelle, 1962, ainsi que la convention et la recommandation concernant la discrimination (emploi et profession), 1958;

Considérant que ces instruments devraient être placés dans le contexte plus large d'un programme international visant à assurer l'expansion économique fondée sur le plein emploi, productif et librement choisi;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la politique de l'emploi qui sont comprises dans la huitième question à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, adopte, ce neuvième jour de juillet mil neuf cent soixante - quatre, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la politique de l'emploi, 1964 :

Article 1.

1. En vue de stimuler la croissance et le développement économiques, d'élever les niveaux de vie, de répondre aux besoins de main-d'oeuvre et de résoudre le problème du chômage et du sous-emploi, tout Membre formulera et appliquera, comme un objectif essentiel, une politique active visant à promouvoir le plein emploi, productif et librement choisi.

2. Ladite politique devra tendre à garantir :

a) qu'il y aura du travail pour toutes les personnes disponibles et en quête de travail.

b) que ce travail sera aussi productif que possible.

c) qu'il y aura libre choix de l'emploi et que chaque travailleur aura toutes possibilités d'acquérir les qualifications nécessaires pour occuper un emploi qui lui convient et d'utiliser, dans cet emploi, ses qualifications ainsi que ses dons, quels que soient sa race, sa couleur, son sexe, sa religion, son opinion politique, son ascendance nationale ou son origine sociale.

3. Ladite politique devra tenir compte du stade et du niveau du développement économique ainsi que des rapports existant entre les objectifs de l'emploi et les autres objectifs économiques et sociaux, et sera appliquée par des méthodes adaptées aux conditions et aux usages nationaux.

Article 2.

Tout Membre devra, par des méthodes adaptées aux conditions du pays et dans la mesure où celles-ci le permettent :

a) déterminer et revoir régulièrement, dans le cadre d'une politique économique et sociale coordonnée, les

mesures à adopter en vue d'atteindre les objectifs énoncés à l'article 1;

b) prendre les dispositions qui pourraient être requises pour l'application de ces mesures, y compris, le cas échéant, l'élaboration de programmes.

Article 3.

Dans l'application de la présente convention, les représentants des milieux intéressés par les mesures à prendre, et en particulier les représentants des employeurs et des travailleurs, devront être consultés au sujet des politiques de l'emploi, afin qu'il soit pleinement tenu compte de leur expérience et de leur opinion, qu'ils collaborent entièrement à l'élaboration de ces politiques et qu'ils aident à recueillir des appuis en faveur de ces dernières.

Article 4.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 5.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 6.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 7.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 8.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations

Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 9.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 10.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, notwithstanding l'article 6 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 11.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

ΣΥΜΒΑΣΗ 122.

Για την πολιτική της απασχόλησης.

Ἡ Γενική Συνδιάσκεψη τῆς Διεθνούς, Ὁργάνωσης Ἐργασίας, πού συγκλήθηκε στὴ Γενεύη στὶς 17 Ἰουνίου 1964, κατὰ τὴν 48ῃ Σύνοδό της,

Ἀφοῦ ἔλαβε ὑπόψη ὅτι ἡ Διακήρυξη τῆς Φιλαδέλφειας ἀναγνωρίζει ἐπίσημα τὴν ὑποχρέωση τῆς Διεθνούς Ὁργάνωσης Ἐργασίας νὰ ἐνισχύει μεταξὺ τῶν διαφόρων Κρατῶν τὴν ἐφαρμογὴ κατάλληλων προγραμμάτων γιὰ τὴν ἐπίτευξη πλήρους απασχόλησης καὶ τὴν ἐξύψωση τοῦ βιοτικοῦ ἐπιπέδου καὶ ὅτι τὸ Προοίμιο τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτη τῆς Ὁργάνωσης καθιερώνει τὴν προστασία κατὰ τῆς ἀνεργίας καὶ ἐγγυᾶται μισθὸ πού νὰ ἐξασφαλίζει ἱκανοποιητικὲς συνθῆκες διαβίωσης.

Ἀφοῦ ἔλαβε, ἐπίσης, ὑπόψη ὅτι σύμφωνα μὲ τὴ Διακήρυξη τῆς Φιλαδέλφειας ἡ Διεθνὴς Ὁργάνωση Ἐργασίας ἔχει ἀρμοδιότητα νὰ ἐξετάζει καὶ νὰ μελετᾷ τὶς ἐπιπτώσεις τῆς οἰκονομικῆς πολιτικῆς πάνω στὴν πολιτικὴ τῆς απασχόλησης, σύμφωνα μὲ τὴ βασικὴ ἀρχή, ὅτι ὅλα τὰ ἀνθρώπινα δὲντα, ἀνεξάρτητα ἀπὸ φυλὴ, θρησκεία ἢ φύλο, ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιδιώκουν τόσο τὴν ὕλική τους πρόοδο ὅσο καὶ τὴν πνευματικὴ τους ἀνάπτυξη, μὲ ἐλευθερία, ἀξιοπρέπεια, οἰκονομικὴ ἀσφάλεια καὶ ἴσες εὐκαιρίες.

Ἀφοῦ ἔλαβε ὑπόψη ὅτι ἡ Παγκόσμια Διακήρυξη τῶν Δικαιωμάτων τοῦ Ἀνθρώπου προβλέπει ὅτι ἀκάθε ἄτομο ἔχει δικαίωμα γιὰ ἐργασία, ἐλεύθερη ἐπιλογὴ ἀπασχόλησης, δίκαιους καὶ ἱκανοποιητικούς ὄρους ἐργασίας καὶ προστασία κατὰ τῆς ἀνεργίας.

Ἀφοῦ ἔλαβε ὑπόψη τοὺς ὄρους τῶν Διεθνῶν Συμβάσεων καὶ Συστάσεων Ἐργασίας, πού σχετίζονται ἄμεσα μὲ τὴν πολιτικὴ τῆς απασχόλησης καὶ ἰδιαίτερα τὴ Σύμβαση καὶ Σύσταση γιὰ τὶς Ὑπηρεσίες Ἀπασχόλησης τοῦ 1948, τὴ Σύσταση γιὰ τὸν Ἐπαγγελματικὸ Προσανατολισμὸ τοῦ 1949, τὴ Σύσταση γιὰ τὴν Ἐπαγγελματικὴ Κατάρτιση τοῦ 1962 καὶ τὴ Σύμβαση καὶ Σύσταση γιὰ τὶς Διακρίσεις στὴν Ἀπασχόληση καὶ τὸ Ἐπάγγελμα τοῦ 1958.

Ἀφοῦ ἔλαβε ὑπόψη ὅτι τὰ κείμενα αὐτὰ πρέπει νὰ περιληφθοῦν σὲ ἓνα εὐρύτερο πλαίσιο ἐνὸς διεθνούς προγράμματος γιὰ τὴ διασφάλιση οἰκονομικῆς ἀνάπτυξης, πού θὰ βασίζεται στὴν πλήρη, παραγωγικὴ καὶ ἐλεύθερα ἐπιλεγμένη ἀπασχόληση.

Ἀφοῦ ἀποφάσισε νὰ υἱοθετήσῃ ὀρισμένες προτάσεις σχετικὰ μὲ τὴν πολιτικὴ τῆς απασχόλησης, οἱ ὁποῖες περιλαμβάνονται στὸ ὕψος θέμα τῆς ἡμερήσιας διάταξης τῆς συνόδου.

Ἀφοῦ ἀποφάσισε οἱ προτάσεις αὐτὲς νὰ λάβουν τὴ μορφή μιᾶς Διεθνούς Συμβάσης.

Ἀποδέχεται σήμερα, ἐννέα Ἰουλίου χίλια ἐννιακόσια ἐξήντα τέσσερα, τὴν ἀκόλουθη Σύμβαση, πού ἀποκαλεῖται Σύμβαση σχετικὴ μὲ τὴν πολιτικὴ τῆς απασχόλησης τοῦ 1964 :

Ἄρθρο 1.

1. Γιὰ τὴν ἐνίσχυση τῆς οἰκονομικῆς προόδου καὶ ἀνάπτυξης, τὴν ἐξύψωση τοῦ βιοτικοῦ ἐπιπέδου, τὴν ἀντιμετώπιση τῶν ἀναγκῶν τοῦ ἐργατικοῦ δυναμικοῦ καὶ τὴν ἐπίλυση τοῦ προβλήματος τῆς ἀνεργίας καὶ τῆς ὑποαπασχόλησης, κάθε Μέλος θὰ διατυπώσῃ καὶ θὰ ἐπιδιώξῃ σὰν πρωταρχικὸ στόχο μιὰ ἐνεργὸς πολιτικὴ, πού θὰ ἀποβλέπει στὴν προώθηση τῆς πλήρους, παραγωγικῆς καὶ ἐλεύθερα ἐπιλεγμένης απασχόλησης.

2. Ἡ πολιτικὴ αὐτὴ θὰ ἔχει σκοπὸ νὰ ἐξασφαλίζει :

α) ὅτι ὑπάρχει ἐργασία γιὰ ὅλα τὰ ἄτομα πού εἶναι διαθέσιμα καὶ ἀναζητοῦν ἐργασία,

β) ὅτι ἡ ἐργασία αὐτὴ θὰ εἶναι ὅσο τὸ δυνατό πρὸς παραγωγικὴ,

γ) ὅτι ὑπάρχει ἐλευθερία ἐπιλογῆς ἀπασχόλησης καὶ ὅτι κάθε ἐργαζόμενος ἔχει ὅλες τὶς δυνατότητες γιὰ ἐξειδίκευση καὶ χρησιμοποίησι τῶν δεξιοτήτων καὶ τῶν προσόντων του σὲ μιὰ ἐργασία, γιὰ τὴν ὁποία εἶναι κατάλληλος, ἀνεξάρτητα ἀπὸ φυλὴ, χρῶμα, φύλο, θρησκεία, πολιτικὲς πεποιθήσεις, ἐθνικὴ καταγωγή ἢ κοινωνικὴ προέλευση.

3. Ἡ πολιτικὴ αὐτὴ θὰ λαμβάνει ὑπόψη τὸ στάδιο καὶ τὸ ἐπίπεδο τῆς οἰκονομικῆς ἀνάπτυξης, καθὼς ἐπίσης καὶ τὶς σχέσεις μεταξὺ τῶν στόχων τῆς απασχόλησης καὶ τῶν ἄλλων οἰκονομικῶν καὶ κοινωνικῶν στόχων καὶ θὰ ἐφαρμόζεται μὲ μεθόδους πού θὰ εἶναι προσαρμοσμένες στὶς ἐθνικὲς συνθῆκες καὶ τὴν πρακτικὴ.

Ἄρθρο 2.

Κάθε Μέλος, χρησιμοποιώντας μεθόδους πού θεωροῦνται κατάλληλες, σύμφωνα μὲ τὶς ἐθνικὲς συνθῆκες καὶ στὸ μέτρο πού αὐτὲς τὸ ἐπιτρέπουν, θὰ πρέπει :

α) νὰ καθορίζει καὶ νὰ ἀναθεωρεῖ, στὰ πλαίσια μιᾶς συντονισμένης οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς πολιτικῆς, τὰ μέτρα

πού πρέπει να ληφθούν για την επίτευξη τών στόχων που αναφέρονται στο άρθρο 1.

β) να θεσπίζει τις απαραίτητες διατάξεις για την εφαρμογή τών μέτρων αυτών, καταρτίζοντας και προγράμματα, όπου χρειάζεται.

Άρθρο 3.

Κατά την εφαρμογή τής Σύμβασης αυτής, θα πρέπει να ζητείται η γνώμη τών αντιπροσώπων τών ενδιαφερόμενων μερών για τὰ μέτρα που πρόκειται να ληφθούν και ιδίως τών αντιπροσώπων τών εργοδοτῶν και τών εργαζομένων, σὲ ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν πολιτική ἀπασχόλησης, με σκοπὸ νὰ λαμβάνονται πλήρως ὑπόψη ἡ πείρα καὶ οἱ ἀπόψεις τους καὶ νὰ ἐξασφαλίζεται ἡ πλήρης συνεργασία τους στὴ διαμόρφωση καὶ στὴν ἐνεργὸ ὑποστήριξη τής πολιτικῆς αὐτῆς.

Άρθρο 4.

Οἱ ἐπίσημες ἐπικυρώσεις τής Σύμβασης αὐτῆς ἀνακοινῶνται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τοῦ Διεθνoῦς Γραφείου Ἐργασίας γιὰ καταχώριση.

Άρθρο 5.

1. Ἡ Σύμβαση αὐτὴ δεσμεύει ἐκεῖνα μόνον τὰ Μέλη τῆς Διεθνoῦς Ὁργάνωσης Ἐργασίας, τῶν ὁποίων οἱ ἐπικυρώσεις ἔχουν καταχωρισθεῖ ἀπὸ τὸ Γενικὸ Διευθυντὴ.

2. Ἡ Σύμβαση θὰ ἀρχίζει νὰ ἰσχύει δώδεκα μῆνες μετὰ ἀπὸ τὴν καταχώριση, ἀπὸ τὸ Γενικὸ Διευθυντὴ, τῶν ἐπικυρώσεων δύο Μελῶν.

3. Στὴ συνέχεια, ἡ Σύμβαση αὐτὴ θὰ ἀρχίζει νὰ ἰσχύει γιὰ κάθε Μέλος δώδεκα μῆνες μετὰ ἀπὸ τὴν καταχώριση τῆς ἐπικυρώσεώς της.

Άρθρο 6.

1. Κάθε Μέλος πού ἔχει ἐπικυρώσει τὴ Σύμβαση αὐτὴ θὰ μπορεῖ νὰ τὴν καταγγεῖλει, μετὰ τὴ λήξη μιᾶς περιόδου δέκα ἐτῶν ἀπὸ τὴν ἐναρξὴ τῆς ἰσχύος της, με πράξη πού κοινοποιεῖται στὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τοῦ Διεθνoῦς Γραφείου Ἐργασίας καὶ καταχωρίζεται ἀπὸ αὐτόν. Ἡ καταγγελία θὰ ἰσχύει μετὰ ἀπὸ ἓνα ἔτος ἀπὸ τὴν ἡμέρα πού ἐγινε ἡ καταχώρισή της.

2. Κάθε Μέλος πού ἔχει ἐπικυρώσει τὴ Σύμβαση αὐτὴ καὶ δὲν ἀσκεῖ, μέσα σὲ ἓνα ἔτος ἀπὸ τὴ λήξη τῆς περιόδου τῶν δέκα ἐτῶν πού ἀναφέρεται στὴν προηγούμενη παράγραφο, τὸ δικαίωμα καταγγελίας πού προβλέπει τὸ παρὸν ἄρθρο, δεσμεύεται γιὰ μιὰ ἀκόμη περίοδο δέκα ἐτῶν καὶ, στὴ συνέχεια, μπορεῖ νὰ καταγγεῖλει τὴ Σύμβαση κατὰ τὴ λήξη κάθε μιᾶς ἀπὸ τὶς περιόδους τῶν δέκα ἐτῶν, σύμφωνα με τοὺς ὅρους πού προβλέπονται στὸ παρὸν ἄρθρο.

Άρθρο 7.

1. Ὁ Γενικὸς Διευθυντῆς τοῦ Διεθνoῦς Γραφείου Ἐργασίας γνωστοποιεῖ σὲ ὅλα τὰ Μέλη τῆς Διεθνoῦς Ὁργάνωσης Ἐργασίας τὴν καταχώριση ὄλων τῶν ἐπικυρώσεων καὶ τῶν καταγγελιῶν πού τοῦ κοινοποιοῦνται ἀπὸ τὰ Μέλη τῆς Ὁργάνωσης.

2. Γνωστοποιώντας στὰ Μέλη τῆς Ὁργάνωσης τὴν καταχώριση τῆς δευτέρας ἐπικυρώσεως πού τοῦ ἔχει κοινοποιηθεῖ, ὁ Γενικὸς Διευθυντῆς ἐπισημαίνει στὰ Μέλη τῆς Ὁργάνωσης τὴν ἡμερομηνία ἀπὸ τὴν ὁποία ἡ Σύμβαση ἀρχίζει νὰ ἰσχύει.

Άρθρο 8.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντῆς τοῦ Διεθνoῦς Γραφείου Ἐργασίας ἀνακοινῶνει στὸ Γενικὸ Γραμματεῖα τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν, με σκοπὸ τὴν καταχώρισή τους σύμφωνα με τὸ ἄρθρο 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτη τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ὅλες τὶς πληροφορίες γιὰ τὶς ἐπικυρώσεις καὶ πρά-

ξεις καταγγελίας πού ἔχει καταχωρίσει, σύμφωνα με τὶς διατάξεις τῶν προηγούμενων ἄρθρων.

Άρθρο 9.

Κάθε φορὰ πού κρίνεται ἀναγκαῖο, τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τοῦ Διεθνoῦς Γραφείου Ἐργασίας ὑποβάλλει στὴ Γενικὴ Συνδιάσκεψη ἔκθεση σχετικά με τὴν εφαρμογὴ τῆς Σύμβασης αὐτῆς καὶ ἐξετάζει ἂν συντρέχει περίπτωση ἐγγραφῆς στὴν ἡμερήσια διάταξη τῆς Συνδιάσκεψης, θέματος ὁλικῆς ἢ μερικῆς ἀναθεώρησής της.

Άρθρο 10.

1. Σὲ περίπτωση πού ἡ Συνδιάσκεψη υἱοθετήσῃ νέα Σύμβαση πού νὰ ἀναθεωρεῖ ὁλικά ἢ μερικὰ τὴ Σύμβαση αὐτὴ καὶ ἐφόσον δὲν ὀρίζεται διαφορετικὰ ἀπὸ τὴ νέα Σύμβαση:

α) ἡ ἐπικύρωση ἀπὸ ἓνα Μέλος τῆς νέας ἀναθεωρημένης Σύμβασης συνεπάγεται αὐτοδικαίως, παρὰ τὶς διατάξεις τοῦ παραπάνω ἄρθρου 9, τὴν ἄμεση καταγγελία αὐτῆς (τῆς παρούσας Σύμβασης), ἐφόσον καὶ ὅταν ἡ νέα ἀναθεωρημένη Σύμβαση θὰ ἔχει τεθεῖ σὲ ἰσχύ, ἢ

β) ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία πού θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχύ ἡ νέα ἀναθεωρημένη Σύμβαση, ἡ Σύμβαση αὐτὴ δὲ μπορεῖ νὰ ἐπικυρωθεῖ ἀπὸ τὰ Μέλη.

2. Ἡ Σύμβαση αὐτὴ θὰ ἐξακολουθεῖ πάντως νὰ ἰσχύει, κατὰ τὸν τύπο καὶ τὸ περιεχόμενό της, γιὰ ἐκεῖνα τὰ Μέλη πού τὴν ἔχουν ἐπικυρώσει, ἀλλὰ δὲν ἔχουν ἐπικυρώσει τὴν ἀναθεωρημένη Σύμβαση.

Άρθρο 11.

Τὸ ἀγγλικὸ καὶ τὸ γαλλικὸ κείμενο τῆς Σύμβασης αὐτῆς εἶναι τὸ ἴδιο αὐθεντικὰ.

Άρθρο Δεύτερο.

Ἡ ἰσχύς αὐτοῦ τοῦ νόμου, καθὼς καὶ τῆς Διεθνoῦς Σύμβασης πού κυρώνεται με αὐτόν, ἀρχίζει ἀπὸ τὴν ἡμέρα πού θὰ δημοσιευθεῖ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενο τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 12 Μαρτίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ

ΕΣΤΕΡΙΚΩΝ

ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΛΑΖΑΡΗΣ **ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**

ΕΡΓΑΣΙΑΣ

ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλὴ Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 12 Μαρτίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ Α. ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1424

Γιὰ τὴν ἐπικύρωση τῆς 111 Διεθνoῦς Συμβάσεως Ἐργασίας «γιὰ τὴ διάκριση στὴν ἀπασχόληση καὶ τὸ ἐπάγγελμα».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν καὶ ἐκδίδομεν τὸν κατωτέρω ὑπὸ τῆς Βουλῆς ψηφισθέντα νόμον:

Άρθρο πρώτο.

Επικυρώνεται και έχει ισχύ νόμου ή 111 Διεθνής Σύμβαση Έργασίας «για τη διάκριση στην απασχόληση και στο επάγγελμα» που ψηφίστηκε στη Γενεύη από την 42η Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργανώσεως Έργασίας, στις 4 Ιουνίου 1958, της οποίας το κείμενο στο γαλλικό πρωτότυπο και στην Έλληνική του μετάφραση είναι το ακόλουθο :

CONVENTION 111

Convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail et s'y étant réunie le 4 juin 1958, en sa quarante deuxième session :

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la discrimination en matière d'emploi et de profession, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale ;

Considérant que la Déclaration de Philadelphie affirme que tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et la dignité, dans la sécurité économique et avec des chances égales ;

Considérant en outre que la discrimination constitue une violation de droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée, ce vingt-cinquième jour de mille neuf cent cinquante-huit, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958.

Article 1

1. Aux fins de la présente convention, le terme «discrimination» comprend :

a) toute distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, qui a pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession ;

b) toute autre distinction, exclusion ou préférence ayant pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession, qui pourra être spécifiée par le Membre intéressé après consultation des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, s'il en existe, et d'autres organismes appropriés.

2. Les distinctions, exclusions ou préférences fondées sur les qualifications exigées pour un emploi déterminé ne sont pas considérées comme des discriminations.

3. Aux fins de la présente convention, les mots «emploi» et «profession» recouvrent l'accès à la formation professionnelle, l'accès à l'emploi et aux différentes professions, ainsi que les conditions d'emploi.

Article 2

Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à formuler et à appliquer une politique nationale visant à promouvoir, par des méthodes adaptées aux circonstances et aux usages na-

tionaux, l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession, afin d'éliminer toute discrimination en cette matière.

Article 3

Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur doit, par des méthodes adaptées aux circonstances et aux usages nationaux :

a) s'efforcer d'obtenir la collaboration des organisations d'employeurs et de travailleurs, et d'autres organismes appropriés pour favoriser l'acceptation et l'application de cette politique ;

b) promulguer des lois et encourager des programmes d'éducation propres à assurer cette acceptation et cette application ;

c) abroger toute disposition législative et modifier toute disposition ou pratique administratives qui sont incompatibles avec ladite politique ;

d) suivre ladite politique en ce qui concerne les emplois soumis au contrôle direct d'une autorité nationale ;

e) assurer l'application de ladite politique dans les activités des services d'orientation professionnelle, de formation professionnelle et de placement soumis au contrôle d'une autorité nationale.

f) indiquer, dans ses rapports annuels sur l'application de la convention, les mesures prises conformément à cette politique et les résultats obtenus.

Article 4.

Ne sont pas considérées comme des discriminations toutes mesures affectant une personne qui fait individuellement l'objet d'une suspicion légitime de se livrer à une activité préjudiciable à la sécurité de l'Etat ou dont il est établi qu'elle se livre en fait à cette activité, pour autant que ladite personne ait le droit de recourir à une instance compétente établie suivant la pratique nationale.

Article 5.

1. Les mesures spéciales de protection ou d'assistance prévues dans d'autres conventions ou recommandations adoptées par la Conférence internationale du Travail ne sont pas considérées comme des discriminations.

2. Tout Membre peut, après consultation, là où elles existent, des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, définir comme non discriminatoires toutes autres mesures spéciales destinées à tenir compte des besoins particuliers de personnes à l'égard desquelles une protection ou une assistance spéciale est, d'une façon générale, reconnue nécessaire pour des raisons telles que le sexe, l'âge, l'invalidité, les charges de famille ou le niveau social ou culturel.

Article 6

Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer aux territoires non métropolitains, conformément aux dispositions de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail.

Article 7

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 8

1. La présente convention ne liera que les Membres de l' Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 9

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l' expiration d' une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu' une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d' une année après l' expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l' expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 10

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l' Organisation internationale du Travail l' enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l' Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l' Organisation l' enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l' attention des Membres de l' Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 11

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d' enregistrement, conformément à l' article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu' il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 12

Chaque fois qu' il le jugera nécessaire, la Conseil d' administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l' application de la présente convention et examinera s' il y a lieu d' inscrire à l' ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 13

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit,

nonobstant l' article 9 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;

b) à partir de la date de l' entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d' être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l' auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 14

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Σύμβαση 111

Για τή διάκριση στην απασχόληση και στο επάγγελμα.

Ἡ Γενική Συνδιάσκεψη τῆς Διεθνούς Ὀργανώσεως Ἐργασίας πού συγκλήθηκε στή Γενεύη ἀπό τὸ Διοικητικὸ Συμβούλιο τοῦ Διεθνούς Γραφείου Ἐργασίας, κατὰ τὴν 42ῃ Σύνοδὸ τῆς, στίς 4 Ἰουνίου 1958.

Ἀφοῦ ἀποφάσισε τὴν ἀποδοχὴ ὀρισμένων προτάσεων σχετικὰ μὲ τὴ διάκριση στὴν απασχόληση καὶ στὸ ἐπάγγελμα, ζήτημα, πού ἀποτελεῖ τὸ 4ο θέμα τῆς ἡμερήσιας διάταξης τῆς συνόδου.

Ἀφοῦ ἀποφάσισε οἱ προτάσεις αὐτὲς νὰ ἔχουν τὴ μορφή Διεθνούς Συμβάσεως.

Ἀφοῦ ἔλαβε ὑπόψη ὅτι ἡ διακήρυξη τῆς Φιλαδέλφειας διασφαλίζει ὅτι ὅλα τὰ άτομα, ἀνεξάρτητα ἀπὸ τὴ φυλὴ, τὸ θρησκεῦμα καὶ τὸ φύλο ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἐπιδιώκουν τὴν ὕλική τους πρόοδο καὶ τὴν πνευματικὴ τους ἀνάπτυξη μὲ ἐλευθερία, ἀξιοπρέπεια, οἰκονομικὴ ἀσφάλεια καὶ μὲ ἴσες εὐκαιρίες ἐπιτυχίας.

Ἀφοῦ ἔκρινε ἀκόμη ὅτι ἡ διάκριση ἀποτελεῖ παραβίαση τῶν δικαιωμάτων, πού περιλαμβάνονται στὴν Παγκόσμια Διακήρυξη τῶν δικαιωμάτων τοῦ ἀνθρώπου.

Ἀποδέχεται, σήμερα 25 Ἰουνίου 1958, τὴν ἀκόλουθη σύμβαση πού θὰ ἀποκαλεῖται Σύμβαση γιὰ τὴ Διάκριση (ἀπασχόληση καὶ επάγγελμα) 1958.

Ἄρθρο 1.

1. Στὴ σύμβαση αὐτῇ, ὁ ὅρος «διάκριση» περιλαμβάνει :

α) Κάθε διάκριση, ἀποκλεισμὸ ἢ προτίμηση πού βασίζεται στὴ φυλὴ, στὸ χρῶμα, στὸ φύλο, στὸ θρησκεῦμα, στὰ πολιτικὰ φρονήματα, στὴν ἐθνικὴ καταγωγὴ καὶ τὴ κοινωνικὴ προέλευση, πού ἔχει ὡς ἀποτέλεσμα τὴν κατάργηση ἢ τὴ διαφοροποίηση τῆς ἰσότητος τῶν εὐκαιριῶν καὶ τῆς μεταχειρίσεως πού ἀφορᾷ τὴν απασχόληση ἢ τὸ επάγγελμα.

β) Κάθε ἄλλη διάκριση, ἀποκλεισμὸ ἢ προτίμηση, πού ἔχει ὡς ἀποτέλεσμα τὴν κατάργηση ἢ τὴ διαφοροποίηση τῆς ἰσότητος εὐκαιριῶν καὶ τῆς μεταχειρίσεως στὴν απασχόληση ἢ στὸ επάγγελμα, ὅπως μπορεῖ νὰ προσδιορισθοῦν ἀπὸ τὸ ἐνδιαφερόμενο Μέλος, μετὰ ἀπὸ γνώμη τῶν ἀντιπροσωπευτικῶν ὀργανώσεων ἐργοδοτῶν καὶ ἐργαζομένων, ἐφόσον ὑπάρχουν, ἢ ἄλλων ἀρμόδιων Ὀργανισμῶν.

2. Οἱ διακρίσεις, ἀποκλεισμοὶ ἢ προτιμήσεις πού βασίζονται στὰ ἀπαιτούμενα προσόντα γιὰ μιὰ καθορισμένη απασχόληση δὲν θεωροῦνται διακρίσεις.

3. Στη σύμβαση αυτή, οι όροι «άπασχόληση» και «επάγγελμα» περιλαμβάνουν την είσοδο στην επαγγελματική εκπαίδευση, στην άπασχόληση και στα διάφορα επαγγέλματα, καθώς και τους όρους άπασχόλησης.

Άρθρο 2.

Κάθε μέλος για το οποίο ισχύει η σύμβαση αυτή, είναι υποχρεωμένο με μεθόδους προσαρμοσμένες στις περιστάσεις και τις εθνικές συνήθειες, να διατυπώσει και να εφαρμόσει εθνική πολιτική που ν' αποβλέπει στην προαγωγή της ισότητας ευκαιριών και μεταχειρίσεως σχετικά με την άπασχόληση και το επάγγελμα, με σκοπό την εξάλειψη κάθε διάκρισης στο αντίκειμενο αυτό.

Άρθρο 3.

Κάθε μέλος, για το οποίο ισχύει η σύμβαση αυτή, είναι υποχρεωμένο με μεθόδους προσαρμοσμένες στις περιστάσεις και τις εθνικές συνήθειες :

α) Να επιδιώκει τη συνεργασία των οργανώσεων εργοδοτών και εργαζομένων και άλλων αρμόδιων οργανισμών, με σκοπό την άποδοξη και την εφαρμογή της πολιτικής αυτής.

β) Να εκδίδει νόμους και να προωθεί εκπαιδευτικά προγράμματα κατάλληλα για την εξασφάλιση της άποδοχής και εφαρμογής της πολιτικής αυτής.

γ) Να καταργεί και να τροποποιεί κάθε νομοθετική και διοικητική διάταξη ή πρακτική που είναι ασυμβίβαστη με την πολιτική αυτή.

δ) Να ακολουθεί την πολιτική αυτή και στις άπασχολήσεις που υπάγονται στον έμεσο έλεγχο μιας κρατικής αρχής.

ε) Να εξασφαλίζει την εφαρμογή της πολιτικής αυτής στις δραστηριότητες των υπηρεσιών επαγγελματικού προσανατολισμού, επαγγελματικής εκπαίδευσης και τοποθέτησης που ελέγχονται από κρατική αρχή.

στ) Να αναφέρει στις ετήσιες εκθέσεις του, για την εφαρμογή αυτής της σύμβασης, τα μέτρα που έχουν ληφθεί σύμφωνα με την πολιτική αυτή, καθώς και τα αποτελέσματά της.

Άρθρο 4.

Δέν θεωρούνται διακρίσεις μέτρα κατά άτομου για το οποίο υπάρχουν βάσιμες υπόνοιες ότι επιδιδεται ή έχει αποδειχθεί ότι άσκει πράγματι δραστηριότητες επίζημιες για την ασφάλεια του Κράτους, με την προϋπόθεση ότι το άτομο αυτό έχει το δικαίωμα προσφυγής στην αρμόδια αρχή, σύμφωνα με την εθνική πρακτική.

Άρθρο 5.

1. Ειδικά μέτρα προστασίας ή βοήθειας που προβλέπονται από άλλες συμβάσεις ή συστάσεις της Διεθνούς Συνδιασκέψεως Έργασίας δέν θεωρούνται διακρίσεις.

2. Κάθε μέλος μπορεί, μετά από γνώμη των αντιπροσωπευτικών οργανώσεων των εργοδοτών και των εργαζομένων, όπου υπάρχουν, να μη θεωρεί διακρίσεις άλλα ειδικά μέτρα που λαμβάνουν υπόψη ιδιαίτερες ανάγκες προσώπων για τα οποία άγνωρίζεται κατά τρόπο γενικό ότι είναι άναγκαία κάποια προστασία ή ειδική βοήθεια, για λόγους όπως το φύλο, ή ηλικία, ή άναπηρία, τα οικογενειακά βάρη και το κοινωνικό ή μορφωτικό επίπεδο.

Άρθρο 6.

Κάθε μέλος που επικυρώνει αυτή τη σύμβαση είναι υποχρεωμένο να την εφαρμόζει στα μη μητροπολιτικά έδαφη,

σύμφωνα με τις διατάξεις του Καταστατικού Χάρτη της Διεθνούς Έργασίας.

Άρθρο 7.

Οι επίσημες επικυρώσεις αυτής της σύμβασης άνακοινώνονται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Έργασίας και καταχωρίζονται άπ' αυτόν.

Άρθρο 8.

1. Η σύμβαση αυτή δεσμεύει έκείνα μόνο τα Μέλη της Διεθνούς Έργασίας, των οποίων οι επικυρώσεις έχουν καταχωρισθεί άπό το Γενικό Διευθυντή.

2. Η σύμβαση θά άρχίζει να ισχύει δώδεκα μήνες μετά άπό την καταχώριση, άπό το Γενικό Διευθυντή, των επικυρώσεων δύο Μελών.

3. Στη συνέχεια, ή σύμβαση αυτή θά άρχίζει να ισχύει για κάθε Μέλος, δώδεκα μήνες μετά άπό την καταχώριση της επικύρωσής του.

Άρθρο 9.

1. Κάθε μέλος που έχει επικυρώσει αυτή τη σύμβαση θά μπορεί να την καταγγείλει, μετά τη λήξη περιόδου δέκα έτων άπό την έναρξη της ισχύος της, με πράξη που κοινοποιείται στο Γενική Δ/ντή του Διεθνούς Γραφείου Έργασίας και καταχωρίζεται άπό αυτόν. Η καταγγελία θά ισχύει μετά άπό ένα έτος άπό την ήμέρα που έγινε ή καταχώρισή της.

2. Κάθε μέλος που έχει επικυρώσει αυτή τη σύμβαση και που δέν άσκει το δικαίωμα της καταγγελίας που προβλέπεται άπό αυτό το άρθρο, μέσα σ' ένα έτος άπό τη λήξη της περιόδου των δέκα έτων, που άναφέρεται στη προηγούμενη παράγραφο, δεσμεύεται για μια νέα δεκαετία, θά μπορεί δέ να καταγγείλει αυτή τη σύμβαση στη λήξη καθεμιάς άπό τις επόμενες δεκαετίες, σύμφωνα με τους όρους αυτού του άρθρου.

Άρθρο 10.

1. Ο Γεν. Δ/ντής του Διεθνούς Γραφείου Έργασίας γνωστοποιεί σε όλα τα Μέλη της Διεθνούς Έργασίας την καταχώριση όλων των επικυρώσεων και των καταγγελιών που του κοινοποιούνται άπό τα Μέλη της Έργασίας.

2. Γνωστοποιώντας στα Μέλη της Έργασίας την καταχώριση της δεύτερης άπό τις επικυρώσεις που θά του έχουν κοινοποιηθεί, ο Γενικός Διευθυντής έπισημαίνει στα μέλη της Έργασίας την ήμερομηνία άπό την οποία ή σύμβαση αυτή άρχίζει να ισχύει.

Άρθρο 11.

Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Έργασίας άνακοινώνει στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ένωμένων Έθνών, με σκοπό την καταχώρισή τους, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Καταστατικού Χάρτη των Ένωμένων Έθνών, όλες τις πληροφορίες για τις επικυρώσεις και πράξεις καταγγελίας που έχουν καταχωρίσει, σύμφωνα με τις διατάξεις των προηγούμενων άρθρων.

Άρθρο 12.

Κάθε φορά που το κρίνει άναγκαίο το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Έργασίας υποβάλλει στη Γενική Συνδιάσκεψη έκθεση σχετική με την εφαρμογή αυτής της σύμβασης και εξετάζει άν υπάρχει περίπτωση έγγραφης, στην ήμερήσια διάταξη της Συνδιασκέψεως, θέματος όλικής ή μερικής άναθεώρησής της.

*Άρθρο 13.

1. Σε περίπτωση που η Συνδιάσκεψη υιοθετήσει νέα σύμβαση που θα αναθεωρεί ολικά ή μερικά αυτή τη σύμβαση και έφ' ὅσον δὲν θὰ ὀρίζεται διαφορετικά ἀπὸ τὴ νέα σύμβαση :

α) Ἡ ἐπικύρωση, ἀπὸ ἓνα Μέλος, τῆς νέας ἀναθεωρητικῆς σύμβασης ἐπιφέρει αὐτοδικαία, παρὰ τὶς διατάξεις τοῦ παραπάνω ἀρθροῦ 9, τὴν ἄμεση καταγγελία αὐτῆς, ἐφ' ὅσον ἔχει τεθεῖ σὲ ἰσχὺ ἡ νέα ἀναθεωρητικὴ σύμβαση.

β) Δὲν μπορεῖ νὰ ἐπικυρωθεῖ ἀπὸ τὰ μέλη ἡ σύμβαση αὐτὴ ἀπὸ τὴν ἡμέρα πού θὰ ἰσχύσει ἡ νέα ἀναθεωρητικὴ σύμβαση.

2. Αὐτὴ ἡ σύμβαση ἰσχύει μὲ τὴ σημερινὴ τῆς μορφή καὶ περιεχόμενο γιὰ τὰ Μέλη ἐκεῖνα πού τὴν ἔχουν ἐπικυρώσει, ἀλλὰ δὲν ἔχουν ἐπικυρώσει τὴν ἀναθεωρημένη σύμβαση.

*Άρθρο 14

Τὸ γαλλικὸ καὶ τὸ ἀγγλικὸ κείμενο αὐτῆς τῆς σύμβασης εἶναι τὸ ἴδιο αὐθεντικά.

*Άρθρο δεύτερο.

Ἡ ἰσχὺς αὐτοῦ τοῦ νόμου, καθὼς καὶ τῆς Διεθνoῦς Σύμβασης, πού κυρώνεται μὲ αὐτόν, ἀρχίζει ἀπὸ τὴν ἡμέρα πού θὰ δημοσιευθεῖ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐπιτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 12 Μαρτίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ

ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΛΑΖΑΡΗΣ **ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**

ΕΡΓΑΣΙΑΣ

ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλῃ Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθήνα, 12 Μαρτίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

ΠΡΑΞΕΙΣ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

(3)

(Πράξη 35, τῆς 8 Μαρτίου 1984)

Τροποποίηση τῆς 23/11.3.1983 Πράξης τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου «Συντονισμός, προγραμματισμός καὶ ἐλεγχος τῶν προσλήψεων στο Δημόσιο Τομέα».

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ

Ἐχοντας υπόψη :

1. Τὶς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 2 τοῦ Ν. 400/1976 περὶ Υπουργικοῦ Συμβουλίου ἢ Υπουργείων».

2. Τὶς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 16 τοῦ Ν. 1232/1982 καὶ 3 τοῦ Ν. 1320/1983.

3. Τὴν Π.Υ.Σ. 229/1981 γιὰ τὴ σύσταση Τριμελοῦς Επιτροπῆς Υπουργῶν.

4. Τὴν 23/1983 Πράξη τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου «Συντονισμός, προγραμματισμός καὶ ἐλεγχος τῶν προσλήψεων στο Δημόσιο Τομέα».

5. Πρόταση τοῦ Πρωθυπουργοῦ, αποφασίζει :

1. Στὸ Κεφ. Α' παρ. 3 τῆς 23/11.3.1983 Πράξης τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου, προστίθεται περιπτ. ια, ὡς ἐξῆς :
«ια. Το με οποιαδήποτε σχέση εργασίας νοσηλευτικό καὶ βοηθητικό προσωπικό των Ν.Π.Δ.Δ. καὶ Ν.Π.Ι.Δ., πού εποπτεύονται ἀπὸ τὸ Υπουργεῖο Υγείας καὶ Πρόνοιας, σὲ θέσεις καὶ μὲ τοὺς ὅρους πού προβλέπουν οἱ κείμενες διατάξεις. Οἱ προσλήψεις τῶν ἐν λόγω προσωπικοῦ γίνονται μὲ ἀπόφαση τοῦ οικείου Νομάρχου».

2. Ἡ παράγρ. 12 τῆς 23/1983 Πράξης τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου ἀντικαθίσταται ὡς ἐξῆς :

«12. Γιὰ τὴν ἀντιμετώπιση ἀπρόβλεπτων καὶ ἐπείγουσῶν ἀναγκῶν ἐπιτρέπεται ἡ πρόσληψη προσωπικοῦ, σύμφωνα μὲ τὶς διατάξεις τοῦ Κεφ. Β' τοῦ Ν. 993/1979, μὲ ἀπόφαση τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου».

Αὐτὴ ἡ πράξη νὰ δημοσιευθεῖ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ο Πρόεδρος

Τα Μέλη

Ακριβὲς ἀντίγραφο
Ο Γραμματέας τοῦ Υπουργικοῦ Συμβουλίου
ΚΩΣΤΑΣ ΖΩΡΑΣ